

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

10 juin 2020

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**concernant le travail de mémoire à mener en
vue de l'établissement des faits
afin de permettre la reconnaissance
de l'implication des diverses institutions
belges dans la colonisation du Congo,
du Rwanda et du Burundi**

(déposée par MM. Wouter De Vriendt
et Simon Moutquin et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

10 juni 2020

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**over het uitvoeren van een onderzoek
om de feiten vast te stellen en
de betrokkenheid te erkennen
van de diverse Belgische instellingen
in de kolonisatie van Congo,
Rwanda en Burundi**

(ingediend door de heren Wouter De Vriendt
en Simon Moutquin c.s.)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend, en l'adaptant, le texte de la proposition DOC 54 2307/001.

En 2010, la République Démocratique du Congo célébrait ses cinquante années d'existence comme État souverain, indépendant de la Belgique. Cette indépendance mit fin au régime colonial de notre État sur les populations congolaises qui dura cinquante-deux années (1908-1960). Il faisait lui-même suite au régime colonial personnel mis en place et dirigé par le Roi Léopold II, avec le concours de nombreux acteurs belges durant une période de vingt-trois années (1885- 1908): l'État indépendant du Congo. En juillet 2012, le Rwanda et le Burundi célébrèrent également leur jubilé de cinquante années d'indépendance, après quarante-six années d'administration coloniale belge (1916-1962).

Malgré cette longue période, la Belgique ne s'est toujours pas réconciliée avec son passé de puissance coloniale. Notre pays se débat avec son passé colonial. Les responsables politiques et les autorités officielles ne savent pas quel discours adopter sur la question, ce qui se traduit tantôt par une reconnaissance prudente du rôle de la Belgique en Afrique centrale, tantôt par des contorsions pour éluder voire nier le problème. Pourtant, il est essentiel, tant pour la Belgique que pour les anciennes colonies, d'appréhender le passé commun d'une manière adulte et sereine.

La question est évidemment complexe et ne peut être abordée avec simplisme. Assumer ce passé, c'est évoquer les abus qui ont été commis, mais aussi la manière dont la population du Congo et du Ruanda-Urundi a réagi face à la situation générée par la domination belge. Il convient également de tenir compte de la façon dont le phénomène colonial et le colonialisme belge ont été perçus au fil du temps et de la façon dont il a été et est présenté, tant en Belgique que dans l'ancienne colonie et les territoires sous mandat. Jusqu'à présent, il n'existe pas dans notre pays de vision sur la façon de donner une place à notre passé colonial et de reconnaître, là où c'est nécessaire, l'implication de la Belgique, en respectant tous les acteurs, en particulier, les acteurs africains.

De surcroît, bien que de nombreuses études aient été menées et publiées sur notre histoire coloniale, nous estimons que notre pays se doit et doit aux Congolais, aux Rwandais et aux Burundais de faciliter en permanence la poursuite de ce travail de mémoire. Les universitaires rencontrent encore divers obstacles lorsqu'ils

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt, met een aantal aanpassingen, de tekst over van voorstel DOC 54 2307/001.

In 2010 stond de Democratische Republiek Congo stil bij zijn vijftigjarig bestaan als soevereine staat, onafhankelijk van België. Die onafhankelijkheid maakte een einde aan het koloniale bewind van België over de Congolese bevolking, dat tweeënvijftig jaar duurde (1908-1960). Het volgde zelf op het persoonlijke koloniale bewind dat met de medewerking van talrijke Belgische actoren door Koning Leopold II was ingesteld en gevoerd, en drieëntwintig jaar heeft geduurd (1885- 1908). In juli 2012 vierden ook Rwanda en Burundi hun vijftig jaar onafhankelijkheid, na zesenzeventig jaar Belgisch koloniaal bestuur (1916-1962).

Ondanks deze lange periode is België nog steeds niet in het reine met zijn verleden als koloniale mogendheid. Ons land worstelt met zijn koloniaal verleden. Politici en officiële gezagsdragers weten niet welk discours ze moeten hanteren over de kwestie, wat zich nu eens vertaalt in een voorzichtige erkenning van de Belgische rol in Centraal Afrika, dan weer in een ongemakkelijk omzeilen of zelfs negeren van het probleem. Nochtans is het van groot belang, zowel voor België als voor de voormalige kolonies, om op een volwassen en serene manier met het gedeelde verleden om te gaan.

De kwestie is natuurlijk complex en is niet gebaat bij simplismen. Er mee omgaan betekent een plaats geven aan zowel de wantoestanden die zijn gebeurd maar ook aan de manier waarop de bevolking in Congo en Ruanda-Urundi omging met de omstandigheden die de Belgische overheersing met zich meebracht. Ook moet rekening worden gehouden met hoe doorheen de tijd is aangekeken tegen het koloniaal fenomeen en het Belgische kolonialisme en hoe het werd en wordt voorgesteld, zowel in België als in de voormalige kolonie en de mandaatgebieden. Tot nu toe ontbreekt in ons land echter een visie over hoe we ons koloniaal verleden een plaats kunnen geven en waar nodig de Belgische betrokkenheid erkennen, met respect voor alle actoren, niet in het minst de Afrikaanse.

Daarbij komt nog dat, hoewel er al veel onderzoek is verricht en gepubliceerd naar onze koloniale geschiedenis, de indianers vinden dat ons land het aan zichzelf en de Congolezen, Rwandezzen en Burundezzen verplicht is om verder onderzoek permanent te faciliteren. Academics ervaren echter nog diverse obstakels bij het identificeren

tentent d'identifier et de localiser les sources primaires et d'accéder à certaines archives.

Jusqu'à présent, les seules situations où la Belgique a dû affronter, de manière institutionnelle et structurelle, son passé colonial se sont faites sous l'effet d'une pression extérieure au monde politique.

La première situation est celle de la commission d'enquête parlementaire sur l'assassinat du premier ministre congolais, M. Patrice Lumumba, mise sur pied le 23 mars 2000. Pour rappel, celle-ci avait abouti à la reconnaissance par le Sénat de "la responsabilité morale" de l'État belge dans cet assassinat. Cette prise de décision politique n'est intervenue que suite au scandale provoqué par les révélations issues du livre de monsieur Ludo De Witte "L'assassinat de Lumumba". Plus récemment encore, le 29 mars 2018, la Chambre des représentants a voté une proposition de résolution reconnaissant la responsabilité de l'État belge dans la ségrégation des enfants métis au Congo, au Rwanda et au Burundi (DOC 54 2952/007). Ce débat a été amorcé à la suite d'une minutieuse enquête historique de monsieur Assumani Budagwa qui a jeté une lumière crue sur ce phénomène horrible qu'était cette ségrégation ainsi que toutes les souffrances qu'elle a entraînées. Le premier ministre Charles Michel avait, au nom de l'État belge, présenté ses excuses aux principales victimes, à savoir les métis issus de la colonisation belge ainsi que leurs mères. Néanmoins, plus deux ans après le vote de cette résolution et le discours du premier ministre, aucune des recommandations de la résolution n'a été appliquée. Il est temps que l'État assume ses responsabilités et ses promesses en la matière vis-à-vis des graves torts causés à des enfants à l'époque. Nous sommes convaincus que ce n'est pas en travaillant épisode par épisode sous la contrainte de révélations fracassantes sur le passé colonial que nous résoudrons de manière apaisée les contentieux mémoriels issus de la colonisation. L'État se doit d'être proactif.

Le point de départ de la présente proposition de résolution est donc clair. Nous sommes convaincus de la nécessité d'initier un processus de recherche – tout en nuance mais aussi, autant que possible, en profondeur – concernant les phénomènes structurels liés au colonialisme, à savoir la violence et le racisme, mais aussi les aspects économiques, les activités des missions, la place de la modernisation, le souvenir et sa représentation, ...

Il pourrait tout d'abord constituer un fil rouge dans la reconnaissance par les autorités belges du rôle joué par notre pays dans l'histoire du Congo, du Rwanda et du

en localiser van primair bronmateriaal en de toegang tot bepaalde archieven.

Tot dusver heeft België zijn koloniale verleden institutioneel en structureel alleen onder ogen moeten zien na druk van buiten de politieke wereld.

De eerste keer gebeurde dat met de op 23 maart 2000 ingestelde parlementaire onderzoekscommissie die de moord op de Congolese premier Patrice Lumumba heeft onderzocht. Ter herinnering: die werkzaamheden hebben ertoe geleid dat de Senaat de "morele aansprakelijkheid" van de Belgische Staat voor die moord heeft erkend. De politieke beslissing dienaangaande kwam er pas ingevolge het schandaal dat werd veroorzaakt door de onthullingen in het boek "De moord op Lumumba" van de heer Ludo De Witte. Recenter, op 29 maart 2018, heeft de Kamer van volksvertegenwoordigers een voorstel van resolutie aangenomen dat de aansprakelijkheid van de Belgische Staat beoogde te erkennen in de segregatie ten aanzien van de metissenkinderen in Congo, Rwanda en Burundi (DOC 54 2952/007). Dat debat kwam op gang na een nauwgezet historisch onderzoek van de heer Assumani Budagwa, dat een ontluisterend licht wierp op die vreselijke praktijk, alsook op al het lijden dat erdoor werd veroorzaakt. Premier Charles Michel heeft namens de Belgische Staat excuses aangeboden aan de voornaamste slachtoffers, te weten de metissen uit de periode van de Belgische kolonisatie en hun moeders. Ruim twee jaar na de stemming over die resolutie en de toespraak van de premier is echter geen enkele van de aanbevelingen van de resolutie ten uitvoer gelegd. Het is tijd dat de Staat zijn verantwoordelijkheid neemt en op dit stuk zijn beloften nakomt ten aanzien van de kinderen die destijds zwaar onrecht werd aangedaan. Wij zijn van oordeel dat de geschillen uit de periode van de Belgische kolonisatie niet sereen kunnen worden bijgelegd als men ze geval per geval aanpakt, en dan nog slechts onder druk van spectaculaire onthullingen over het koloniale verleden. De Staat is het aan zichzelf verplicht proactief op te treden.

De aanleiding voor deze resolutie is dus duidelijk. De indieners ervan zijn ervan overtuigd dat een onderzoeksproces dient te worden geïnitieerd naar de structurele fenomenen van het kolonialisme: geweld, racisme, maar ook economische aspecten, missionering, de plaats van het moderniseringsdenken, de herinnering en de voorstelling ervan, ... en dit in al zijn nuance en zo grondig mogelijk.

Ten eerste kan het een leidraad zijn voor de Belgische overheden voor de erkenning van de Belgische rol in de Congolese, Rwandese en Burundese geschiedenis. Ons

Burundi. La Belgique pourrait, si elle le souhaite, jouer un rôle de pionnier dans l'élaboration par les représentants officiels de l'État d'un discours de réconciliation postcolonial. Deuxièmement, il est essentiel que la recherche dans ce domaine soit facilitée et stimulée de façon structurelle, ce qui signifie que les sources primaires doivent être rendues accessibles autant que possible aux chercheurs universitaires. Troisièmement, les personnes qui ont été victimes d'une façon ou d'une autre doivent être reconnues et il faut célébrer leur mémoire. Le débat démocratique qui naîtra de cette approche structurée de notre passé colonial pourra y contribuer. Les conclusions de ce débat devront également être intégrées, en collaboration avec les communautés, dans l'enseignement, pour pénétrer finalement dans l'espace public. Enfin, il faudra jeter des ponts entre le passé et le présent de la Belgique, du Congo, du Rwanda et du Burundi.

Pour atteindre ces objectifs, nous proposons d'appliquer une méthode qui s'inspire en partie d'une initiative similaire prise par le Sénat. Le 13 février 2003, le Sénat a décidé d'établir un travail de mémoire au sujet du phénomène de la collaboration lors de la Seconde Guerre mondiale, par le vote d'une résolution alors adoptée à l'unanimité. En 2007, ce travail a abouti à un rapport rédigé par le Centre d'études et de documentation Guerre et Sociétés contemporaines (CEGES) et intitulé: "La Belgique docile". Bien qu'il s'agisse de deux phénomènes qui ne peuvent pas être comparés du point de vue du contenu, la méthode adoptée à l'époque est malgré tout applicable dans une certaine mesure à la problématique traitée dans la présente proposition de résolution.

C'est pour ce motif que nous demandons la mise en place d'une équipe de recherche internationale et pluridisciplinaire investie d'une vaste mission et composée notamment d'historiens, de criminologues, d'anthropologues, de juristes, de sociologues et d'économistes provenant de Belgique, d'Afrique centrale et de la communauté universitaire internationale. Cette équipe sera chargée de quatre missions.

Consciente que "l'historiographie définitive" est hors d'atteinte, cette équipe de chercheurs devra d'abord examiner le rôle structurel de l'État belge et de ses prédécesseurs, ainsi que la fonction des différentes institutions belges dans le passé colonial de la Belgique. Nous visons notamment les autorités belges au sens le plus large, la maison royale, les églises, les entreprises, les syndicats, les universités, les agences de presse, etc. Il appartiendra à cette équipe de délimiter son champ d'investigation mais certaines des questions qu'elle examinera devront néanmoins porter sur la teneur du colonialisme belge, ses formes à travers le temps, ses

land kan, als het dat wil, een voortrekkersrol spelen in het ontwikkelen van een postkoloniaal verzoeningsdiscours door de officiële vertegenwoordigers van de staat. Ten tweede moet op structurele wijze onderzoek in dit domein worden gefaciliteerd en gestimuleerd. Daartoe moet primair bronmateriaal zoveel als mogelijk toegankelijk worden gemaakt voor academisch onderzoek. Ten derde moeten zij die op enige manier slachtoffer zijn worden erkend en herdacht. Het democratisch debat dat een gestructureerde benadering van ons koloniaal verleden met zich mee zal brengen, kan hiertoe bijdragen. Ook moeten de inzichten die het zal opleveren doorsijpelen tot in het onderwijs in samenwerking met de gemeenschappen en kunnen deze uiteindelijk ook een afspiegeling vinden in de publieke ruimte. Tot slot moet er een brug worden geslagen van het verleden naar het heden in België, Congo, Rwanda en Burundi.

Om deze doelen te bereiken stellen de indieners een methodiek voor die enigszins is geïnspireerd op een vergelijkbaar initiatief genomen in de Senaat. Op 13 februari 2003 besliste deze via een unaniem aangenomen resolutie om een onderzoek in te stellen naar het fenomeen van de collaboratie tijdens de Tweede Wereldoorlog. Dat heeft in 2007 geleid tot een rapport opgesteld door CEGESOMA, getiteld "Gewillig België". Hoewel moet worden benadrukt dat er geen inhoudelijke parallel te trekken valt tussen beide fenomenen, is de toentertijd gehanteerde methode wel tot op zekere hoogte bruikbaar.

Daarom bevat deze resolutie het voorstel om een internationaal en multidisciplinair onderzoeksteam samen te stellen met een uitgebreide opdracht. In dit team zullen onder meer historici, criminologen, antropologen, juristen, sociologen en economen zetelen afkomstig uit België, Centraal-Afrika en de internationale academische gemeenschap. De opdracht voor dit team zal vierledig zijn.

In het volle besef dat "definitieve geschiedschrijving" onmogelijk is, moet het onderzoeksteam in de eerste plaats de structurele rol onderzoeken van de Belgische staat en zijn voorgangers en de diverse Belgische instellingen in het koloniale verleden van België. Onder deze instellingen worden onder meer verstaan de Belgische overheden in de breedste zin, het koningshuis, de kerken, ondernemingen, vakbonden, universiteiten, persagent-schappen, enz. Het komt aan het team zelf toe om het onderzoeksveld af te bakenen, maar enkele van de onderzoeksvragen moeten zijn wat het Belgische kolonialisme inhield, hoe het vorm kreeg doorheen de tijd en hoe het

relations avec le colonialisme d'autres puissances, en Afrique et ailleurs, ainsi que sur la question de savoir si le colonialisme belge s'en distingue ou pas. En outre, cette équipe devra au moins examiner l'incidence du colonialisme à long terme en Belgique, au Congo, au Rwanda et au Burundi, ainsi que la question de la présentation et de la perception du colonialisme. Pour pouvoir réaliser ces recherches, l'équipe précitée devra bénéficier d'un accès privilégié aux archives qu'elle jugera nécessaires pour effectuer son travail et le gouvernement devra veiller à ce que cet accès lui soit accordé.

Deuxièmement, ladite équipe devra se fonder sur cette analyse historique pour élaborer un fil conducteur que les autorités publiques belges et leurs représentants pourront suivre dans le discours de réconciliation postcolonial et en vue de la reconnaissance éventuelle du comportement de la Belgique à l'égard de l'État libre du Congo, de la colonie belge et des territoires sous mandat. La Belgique dispose déjà d'une grande expertise académique dans le domaine de l'analyse d'après-conflit mais il sera également essentiel, à cet égard, d'inventorier les initiatives prises dans d'autres pays, et d'identifier les meilleures pratiques dans ce domaine. Les questions auxquelles il conviendra de répondre dans ce cadre sont les suivantes: Comment reconnaître au mieux le rôle de la Belgique dans le passé colonial au niveau belge? Quelle peut ou doit être la teneur de cette reconnaissance? Quels doivent être les parties prenantes? À qui la reconnaissance ou le discours de réconciliation doivent-ils s'adresser?

Troisièmement, cette équipe de recherche devra formuler des recommandations en vue d'encourager et de faciliter structurellement les recherches sur le phénomène colonial et sur ses conséquences. L'équipe devra déterminer, à cette fin, quelles mesures peuvent être prises pour accroître la notoriété et l'accessibilité des recherches existantes, et favoriser la communication entre les différentes institutions universitaires et non universitaires. Par ailleurs, cette équipe devra inventorier les sources primaires existantes, ainsi que les différentes archives publiques et privées. Elle devra par ailleurs indiquer quelles autres archives elle recommande d'ouvrir ou de rendre plus accessibles, par exemple grâce à un effort d'indexation ou de numérisation (par exemple les archives de la Sûreté de l'État, du Service général du renseignement et de la sécurité ou des Archives royales). Cette équipe devra également s'intéresser à l'importance des sources orales dans l'histoire de l'Afrique centrale. Enfin, cette équipe pourra formuler toute autre recommandation qu'elle jugera nécessaire pour faciliter les recherches structurelles, par exemple en vue de la création d'une chaire universitaire ou de filières d'études spécialisées.

zich verhoudt tot en zich al dan niet onderscheidt van het kolonialisme van andere mogendheden in Afrika en daarbuiten. Daarnaast moet tenminste worden onderzocht wat de impact was van het kolonialisme op lange termijn in België, Congo, Rwanda en Burundi, alsook hoe het kolonialisme er werd en wordt verbeeld en gepercipieerd. Om dergelijk onderzoek te kunnen uitvoeren moet het team geprivilegieerde toegang krijgen tot die archieven die het nodig acht om zijn opdracht uit te voeren, en de regering dient erop toe te zien dat dergelijke toegang wordt verleend.

In de tweede plaats moet het team zich baseren op dit historische luik om een leidraad te ontwikkelen voor de Belgische overheden en hun vertegenwoordigers om een postkoloniaal verzoeningsdiscours te hanteren en de eventuele erkenning toe te laten van de Belgische rol in de Kongo Vrijstaat en de Belgische kolonie en de mandaatgebieden. In ons land bevindt zich al heel wat academische expertise op het vlak van post-conflictanalyse, maar ook een inventaris van initiatieven van andere landen en het identificeren van *best practices* zijn hierin essentieel. De vragen die hierbij moeten worden beantwoord zijn hoe op het Belgische niveau de Belgische rol in het koloniaal verleden het beste kan worden erkend, wat deze erkenning precies kan of moet inhouden, wie de betrokken actoren en belanghebbenden moeten zijn en tot wie een erkenning of verzoeningsdiscours zich moet richten.

In de derde plaats zal het team aanbevelingen moeten doen om op structurele wijze onderzoek naar het koloniaal fenomeen en zijn gevolgen te stimuleren en faciliteren. Daartoe moet het team bekijken hoe bestaand onderzoek beter bekend en toegankelijk kan worden gemaakt, alsook hoe communicatie tussen de verschillende academische en niet-academische instellingen moet worden bevorderd. Voorts moet er worden gekomen tot een inventaris van het bestaande primaire bronmateriaal en de verschillende publieke en private archieven. Daarnaast moet het team aanbevelen welke archieven bijkomend moeten worden ontsloten (bijvoorbeeld die van de Staatsveiligheid, de Algemene Dienst Inlichtingen en Veiligheid of de koninklijke archieven) of beter toegankelijk worden gemaakt, bijvoorbeeld door een indexerings- of digitaliseringsinspanning. Ook moet het team aandacht schenken aan de plaats van mondelinge bronnen in de geschiedenis van Centraal-Afrika. Tot slot kan het team elke andere aanbeveling doen die het nuttig acht om structureel onderzoek te faciliteren, bijvoorbeeld het oprichten van een academische leerstoel of gespecialiseerde studierichtingen.

En dernier lieu, il est attendu de l'équipe qu'elle formule des recommandations en vue de donner une place appropriée au passé colonial belge au sein de notre société et de notre pays, notamment par le biais de l'enseignement et de l'espace public.

Le travail de l'équipe de chercheurs ne sera pas limité dans le temps, mais il lui est néanmoins demandé d'informer au moins chaque année la Chambre des représentants de l'état d'avancement de ses travaux.

Les conclusions et recommandations finales de l'équipe de chercheurs pourront être entièrement ou partiellement reprises dans une résolution de la Chambre, dans la mesure où elles relèvent des compétences constitutionnelles du niveau fédéral. Il va de soi que, même si elles ne sont pas ratifiées par le pouvoir législatif, ces conclusions et recommandations revêtiront une grande valeur morale et seront susceptibles d'influencer toutes les autorités de notre pays. Enfin, ces conclusions relanceront le débat démocratique et pourront ainsi servir de référence dans le cadre de questions plus contemporaines et actuelles.

Notre démocratie a le devoir de tenir un langage de vérité l'égard des populations des pays concernés, à l'égard de nos concitoyens originaires de nos anciennes colonies, ainsi qu'à l'égard de tous les peuples du monde qui partagent ou ont partagé un tel destin. Il s'agit également de tenir un langage de vérité à l'égard de l'ensemble de la population belge qui doit avoir conscience du passé dont elle est aujourd'hui, qu'elle le veuille ou non, la dépositaire.

In de laatste plaats wordt van het team verwacht dat het aanbevelingen doet om het Belgische koloniale verleden een gepaste plaats te geven in onze maatschappij en ons land, onder meer via het onderwijs en de publieke ruimte.

Het werk van het onderzoeksteam wordt niet beperkt in de tijd, maar wel wordt gevraagd om ten minste jaarlijks de Kamer van volksvertegenwoordigers in te lichten over de voortgang van zijn werkzaamheden.

De uiteindelijke conclusies en aanbevelingen van het onderzoeksteam kunnen geheel of gedeeltelijk worden overgenomen in een resolutie van de Kamer, dit voor zover deze passen binnen de constitutionele bevoegdheden van het federale niveau. Uiteraard zullen de conclusies en aanbevelingen, ook zonder bekrachtiging door de wetgevende macht, een grote morele waarde hebben en kunnen van invloed zijn op alle overheden van dit land. Ten slotte zullen de conclusies het democratisch debat aanzwengelen waardoor ze kunnen worden ingebed in meer hedendaagse actuele kwesties.

Onze democratie heeft de plicht om een discours van waarachtigheid te hanteren ten aanzien van de betrokken landen, ten opzichte van onze medeburgers afkomstig uit onze oud-kolonies maar ook ten opzichte van alle volkeren in de wereld die dergelijk lot delen of hebben gedeeld. Daarnaast moet er een discours van waarachtigheid worden gehanteerd ten aanzien van alle Belgische burgers die zich bewust moeten zijn van het verleden dat ze, gewild of niet, met zich meedragen.

Wouter DE VRIENDT (Ecolo-Groen)
Simon MOUTQUIN (Ecolo-Groen)
Jessika SOORS (Ecolo-Groen)
Julie CHANSON (Ecolo-Groen)
Samuel COGOLATI (Ecolo-Groen)
Zakia KHATTABI (Ecolo-Groen)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu l'illégitimité inhérente au phénomène colonial;

B. considérant que, durant la période coloniale belge, diverses exactions ont été commises à l'égard des Congolais, des Rwandais et des Burundais, comme cela a été constaté à de maintes reprises dans la littérature scientifique;

C. vu l'absence de discours cohérent de la part des représentants des autorités belges à l'égard du passé colonial de la Belgique, et les messages ambivalents qui en découlent;

D. vu l'importance des liens actuels, en particulier sur les plans de la migration et de l'économie, mais également de la coopération militaire et de la coopération au développement, de la Belgique avec son ancienne colonie et ses anciens territoires sous mandat (et leur symbolisation sous la forme de statues, de noms de lieux, etc. dans nos communes);

E. vu la Note stratégique Afrique centrale du gouvernement fédéral du 18 août 2016;

F. considérant que la Belgique peut jouer un rôle de pionnier dans le développement d'un discours de réconciliation postcolonial;

G. considérant qu'il est nécessaire de faciliter et de stimuler, en permanence et de manière structurelle, la recherche relative à la période coloniale et à ses conséquences;

H. vu la dispersion des sources primaires et la difficulté, voire l'impossibilité, d'accéder à certaines archives publiques et privées;

I. vu les investigations que le Sénat a menées grâce au vote, le 11 février 2003, d'une proposition de résolution¹ relative à l'établissement des faits et des responsabilités éventuelles d'autorités belges dans la déportation et la persécution des juifs de Belgique au cours de la Seconde Guerre mondiale, ce travail ayant permis en 2007 la publication du rapport² "La Belgique docile";

J. vu le rapport présenté le 8 novembre 2010 au terme des "Assises de l'Interculturalité", recommandant aux

¹ Sénat de Belgique, document législatif 2-1311/4, 11 février 2003.

² Consultable à l'adresse suivante: https://www.senate.be/event/20070213-jews/doc/rapport_final.pdf.

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op de inherente onrechtmatigheid van het koloniale fenomeen;

B. overwegende dat tijdens de Belgische koloniale periode diverse wantoestanden zijn begaan ten aanzien van de Congolezen, Rwandezen en Burundezen, zoals reeds ettelijke malen vastgesteld in de wetenschappelijke literatuur;

C. gelet op het ontbreken van een coherent discours vanwege vertegenwoordigers van de Belgische overheden ten aanzien van het Belgische koloniale verleden en de tweeslachtige boodschappen die daaruit voortvloeien;

D. gelet op het belang van de huidige banden, niet in het minst de migratiegebonden en economische banden, maar ook de militaire samenwerking en ontwikkelings-samenwerking, van België met zijn vroegere kolonie en mandaatgebieden (en de symbolisering daarvan in de vorm van standbeelden, plaatsnamen, enzovoort in onze gemeenten);

E. gelet op de strategische visienota Centraal-Afrika van de federale regering van 18 augustus 2016;

F. overwegende dat België een voortrekkersrol kan spelen in het ontwikkelen van een postkoloniaal verzoeningsdiscours;

G. overwegende dat het nodig is om op structurele wijze onderzoek naar de koloniale periode en zijn gevolgen permanent te faciliteren en te stimuleren;

H. gelet op de versnippering van het primaire bronmateriaal en de moeilijke of onbestaande toegang tot sommige publieke en private archieven;

I. gelet op het onderzoek dat de Senaat heeft ingesteld via haar op 11 februari 2003 aangenomen voorstel van resolutie¹ betreffende het bepalen van de feiten en de eventuele betrokkenheid van Belgische entiteiten bij de deportatie en de vervolging van Belgische joden tijdens de Tweede Wereldoorlog, wat in 2007 heeft geleid tot het rapport "Gewillig België"²;

J. gelet op het rapport dat werd overhandigd op 8 november 2010 tijdens de slotceremonie van de Rondetafel

¹ Belgische Senaat, wetgevingsstuk 2-1311/4, 11 februari 2003.

² Te vinden op: <http://www.senate.be/event/20070213-jews/doc/eindverslag.pdf>.

autorités politiques de manifester “une reconnaissance de ce passé (colonial) pour que les jeunes générations, pour la plupart belges désormais, puissent grandir dans un pays qui reconnaît ce contentieux historique et exprime sa responsabilité et ses regrets dans ces événements dramatiques”³;

K. vu la nécessité de soutenir la Déclaration Écrite du Parlement européen du 15 avril 2013 sur l’instauration d’une Journée européenne en reconnaissance des victimes de la colonisation européenne et de l’esclavage colonial;

L. vu les recommandations contenues dans la résolution relative à la ségrégation subie par les métis issus de la colonisation belge en Afrique, adoptée par la Chambre le 29 mars 2018 (DOC 54 2952/007);

M. considérant qu’il existe une compétence particulière en la matière au sein du Musée royal de l’Afrique centrale (MRAC) qui, depuis sa fondation en 1898, conserve et gère des collections, mène des recherches scientifiques et diffuse ses connaissances auprès d’un large public à travers des activités muséales, éducatives et scientifiques;

N. constatant que plus qu’un demi-siècle après la fin de la colonisation, le temps est venu de mener une enquête approfondie, internationale, interdisciplinaire et d’engager dans la foulée un débat démocratique sur l’implication éventuelle des diverses institutions publiques et privées belges dans ces événements;

O. considérant qu’il manque aux autorités belges un fil conducteur fondé pour savoir comment donner une place à notre passé colonial dans les discours officiels;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de confier à une équipe internationale et interdisciplinaire de chercheurs et d’experts une quadruple mission, qui doit déboucher sur un rapport ou plusieurs rapports partiels:

a) la réalisation d’une étude historique approfondie sur le rôle structurel de l’État belge, des autorités belges à l’époque de l’État indépendant du Congo et des diverses institutions belges dans le passé colonial

³ Rapport remis à Joëlle Milquet, vice-première ministre, ministre de l’Emploi et de l’Égalité des Chances, en charge de la Politique de migration et d’asile, lors de la cérémonie de clôture des Assises de l’Interculturalité, le 8 novembre 2010 à Bruxelles, p. 86.

van de Interculturaliteit, en dat aan de politieke autoriteiten aanbeveelt “erkenning aan de dag leggen voor dit [koloniaal] verleden. Zo kunnen de jonge generaties, die voor het merendeel Belg zijn geworden, opgroeien in een land dat deze betwistbare geschiedenis erkent en zijn betrokkenheid bij en spijbtuigingen over deze dramatische gebeurtenissen uitdrukt”³;

K. gelet op de noodzaak om steun te verlenen aan de Schriftelijke Verklaring van 15 april 2013 van het Europees Parlement over de instelling van een Europese dag voor de herdenking van de slachtoffers van de Europese kolonisatie en de koloniale slavernij;

L. gelet op de aanbevelingen in het voorstel van resolutie over de segregatie waarvan de metissen uit de periode van de Belgische kolonisatie in Afrika het slachtoffer zijn geweest, door de Kamer aangenomen op 29 maart 2018 (DOC 54 2952/007).

M. gelet op de bijzondere competentie in deze materie van het Koninklijk Museum voor Midden-Afrika (KMMA) dat, sinds zijn oprichting in 1898, collecties bewaart en beheert, wetenschappelijk onderzoek verricht en kennis naar het brede publiek verspreidt via museale, educatieve en wetenschappelijke activiteiten;

N. overwegende dat nu, meer dan een halve eeuw na het eind van de kolonisatie, de tijd rijp is voor een diepgaand, internationaal en interdisciplinair onderzoek naar en een daaruit volgend democratisch debat over de eventuele betrokkenheid van de Belgische publieke en private instellingen in deze gebeurtenissen;

O. overwegende dat de Belgische overheden een gefundeerde leidraad ontberen over hoe zij het koloniale verleden een plaats kunnen geven in hun officiële discours;

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. aan een internationaal en multidisciplinair team van onderzoekers en experten een vierdelige opdracht toe te vertrouwen, die moet uitmonden in een rapport of verschillende deelrapporten:

a) een diepgaand historisch onderzoek naar de structurele rol van de Belgische staat, de Belgische autoriteiten ten tijde van de Kongo-Vrijstaat en de diverse Belgische instellingen in het koloniale verleden van België in de

³ Rapport dat op 8 november 2010 in Brussel werd overhandigd aan Joëlle Milquet, vice-eersteminister, minister van Werk en van Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en Asielbeleid, tijdens de slotceremonie van de Rondetafels van de Interculturaliteit, p. 86.

de la Belgique au sens le plus large du mot. Il incombera à cette équipe de délimiter précisément le domaine d'investigation, mais elle devra au moins analyser ce qu'a impliqué le phénomène colonial belge, comment celui-ci a évolué, quels en ont été les acteurs étatiques et non étatiques, tout en l'inscrivant dans un contexte temporel et comparatif;

b) sur la base de l'analyse historique, l'élaboration d'un fil conducteur permettant aux autorités belges de tenir un discours cohérent qui n'élude pas l'implication de la Belgique;

c) la formulation de recommandations sur la façon de stimuler et faciliter structurellement la recherche académique sur le colonialisme et la période coloniale belge, notamment mais pas exclusivement en dressant un inventaire de la documentation primaire et en faisant des recommandations pour que certaines archives soient ouvertes ou rendues accessibles en permanence et inventoriées;

d) la formulation de recommandations sur les autres manières de donner, dans notre pays et notre société, la place qui convient aux conclusions de la recherche historique.

2. Pour ce faire:

a) d'octroyer des moyens financiers et logistiques suffisants;

b) d'ouvrir à l'équipe de chercheurs l'accès aux archives publiques pertinentes (y compris celles de la famille royale, de la Sûreté de l'État et des services de renseignements militaires);

c) d'user de son influence pour convaincre des institutions privées telles que les églises, les syndicats et les entreprises d'autoriser l'équipe de chercheurs à consulter leurs archives, et de faire de même avec les héritiers des chefs d'État belges en vue d'examiner dans quelles conditions les archives privées des chefs d'État peuvent être rendues accessibles pour l'équipe de chercheurs;

3. de charger l'équipe de chercheurs de faire rapport à la Chambre des représentants, au moins une fois l'an, mais aussi chaque fois qu'elle le jugera nécessaire, sur l'état d'avancement de ses travaux et les éventuelles difficultés rencontrées.

breedste zin van het woord. Het komt het team toe om het onderzoeksdomein precies af te bakenen, maar minstens moet worden onderzocht wat het Belgische koloniale fenomeen inhield, hoe het evolueerde, welke de statelijke en niet-statale actoren waren en moet het in een temporele en comparatieve context worden geplaatst;

b) op basis van het historisch onderzoek een leidraad te ontwikkelen om de Belgische overheden in staat te stellen een coherent discours te hanteren dat de Belgische betrokkenheid niet uit de weg gaat;

c) aanbevelingen te doen over hoe academisch onderzoek naar het kolonialisme en de Belgische koloniale periode op structurele wijze kan worden gestimuleerd en gefaciliteerd, onder meer maar niet uitsluitend, door een inventaris van het primair bronmateriaal en aanbevelingen over het permanent openen of toegankelijk maken en inventariseren van bepaalde archieven;

d) aanbevelingen te doen over de andere manieren waarop de conclusies van het historisch onderzoek een gepaste plaats kunnen krijgen in ons land en onze maatschappij.

2. Daartoe:

a) voldoende financiële en logistieke middelen te verschaffen;

b) relevante overheidsarchieven (met inbegrip van die van de koninklijke familie, de Staatsveiligheid en de militaire inlichtingendienst) open te stellen voor het onderzoeksteam;

c) zijn invloed aan te wenden om private entiteiten zoals kerken, vakbonden en bedrijven te overtuigen om hun archieven open te stellen voor het onderzoeksteam en hetzelfde te doen met de nabestaanden van de Belgische staatshoofden om na te gaan onder welke voorwaarden de privéarchieven van de staatshoofden toegankelijk kunnen worden gemaakt voor het onderzoeksteam;

3. het onderzoeksteam op te dragen ten minste jaarlijks, maar ook telkens het dit nodig acht, aan de Kamer van volksvertegenwoordigers rapport uit te brengen over de voortgang van zijn opdracht en de eventuele moeilijkheden die het ondervindt.

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

4. se réserve le droit, à tout moment du processus, si cela s'avère nécessaire pour atteindre ces objectifs, d'instituer une commission d'enquête parlementaire;

5. sur la base du rapport définitif de l'équipe de chercheurs, reprendra et ratifiera les conclusions et recommandations qu'elle jugera nécessaires et pour autant que celles-ci relèvent des compétences constitutionnelles du niveau fédéral.

5 juin 2020

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

4. behoudt zich het recht voor om op ieder moment in dit proces, indien het nodig blijkt om de objectieven te bereiken, een parlementaire onderzoekscommissie op te richten;

5. zal op basis van de definitieve rapportage van het team die conclusies en aanbevelingen overnemen en bekrachtigen die het nodig acht en voor zover ze onder de constitutionele bevoegdheden van het federale niveau ressorteren.

5 juni 2020

Wouter DE VRIENDT (Ecolo-Groen)
Simon MOUTQUIN (Ecolo-Groen)
Jessika SOORS (Ecolo-Groen)
Julie CHANSON (Ecolo-Groen)
Samuel COGOLATI (Ecolo-Groen)
Zakia KHATTABI (Ecolo-Groen)